



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

**Le Réseau des donateurs pour la paix publie ses 12 recommandations issues du
« Forum sur la violence à l'égard des femmes et des filles et son impact sur les enfants ».**

Montréal, le 27 novembre 2017_ Le Réseau des donateurs pour la paix (RDP) a publié aujourd'hui 12 recommandations issues du rapport sur le « Forum sur la violence à l'égard des femmes et des filles et son impact sur les enfants », organisé par le RDP en collaboration avec la Fondation canadienne des femmes, la Fondation du Grand Montréal, et l'Observatoire des tout-petits de la Fondation Lucie et André Chagnon.

Les médias à travers le monde font état, en ce moment même, d'une vague sans précédent de dénonciations face aux violences à l'égard des femmes. Mais comme nous le savons, ces dénonciations sont minimales en ce qui a trait au nombre élevé de cas que les femmes et les enfants subissent, au Québec comme ailleurs. En effet, selon le rapport, seulement 10% des agressions sexuelles feraient l'objet d'une plainte officielle.

« Le rapport, basé sur le Forum, reflète les croyances du Réseau, incluant ses 19 membres et ses autres partenaires, c'est-à-dire que la concertation entre différents intervenants, qu'ils soient gouvernementaux, sociaux, éducationnels ou judiciaires et les ONG, qui travaillent sans cesse sur le terrain pour éliminer la violence faite aux femmes et aux enfants, permettra d'apporter des pistes de solutions, simples, efficaces et en lien direct avec les réalités sur le terrain », déclare Brian Bronfman, fondateur du RDP.

Au Québec, le 25 novembre marquera le début des 12 jours d'action pour l'élimination des violences envers les femmes. Ceux-ci se concluent par la Journée nationale contre la violence faite aux femmes, le 6 décembre, commémorant le meurtre de 14 jeunes femmes en 1989 à l'École Polytechnique de Montréal.

C'est dans cette optique que le Réseau des donateurs pour la paix a organisé récemment un forum provincial sur la violence à l'égard des femmes et des filles et son impact sur les enfants. Un rapport est d'ailleurs disponible dès aujourd'hui, dont voici les principaux objectifs:

- 1) Faciliter la discussion entre les intervenants et le gouvernement
- 2) Créer des liens entre les pratiques actuelles et la recherche au Québec
- 3) Accroître la compréhension des enjeux et des besoins sur la problématique
- 4) Améliorer la prévention et la sensibilisation faite auprès du grand public
- 5) Soumettre des recommandations pour améliorer la situation

« Les vagues d'accusations hautement médiatisées ont permis à quelques victimes de sortir de leur silence, ce qui est tout à fait encourageant. Cependant, beaucoup de choses restent à faire au Québec, et qui ne peuvent être effectuées sans une vision globale et intégrée, encouragée par les milieux associatifs et politiques. Que ce soit en termes de soutien social, de logement, de santé ou de retraite, on ne peut plus laisser les femmes en situation de vulnérabilité se débrouiller seule ou demeurer dans un environnement violent! » déclare Marcia Wetherup Bronfman.

Le rapport met en lumière 12 recommandations, qui permettront de poser un geste concret afin d'éliminer les violences faites aux femmes et aux enfants du Québec. En voici les détails :

- 1) Réinvestir dans la santé, les services sociaux, l'éducation et le secteur communautaire pour assurer que les budgets des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, des maisons d'hébergement ainsi que des autres organismes soient bonifiés. L'objectif est d'éliminer les listes d'attente pour l'accès aux services de première ligne qui viennent en aide aux femmes et aux filles victimes de violence au Québec.



- 2) Adapter les services de première ligne aux réalités des femmes provenant des clientèles plus marginalisées (les immigrantes, les femmes à statut précaire, les Autochtones, les itinérantes, les femmes devant composer avec une problématique de santé mentale et les travailleuses de sexe).
- 3) Mettre sur pied davantage de services de deuxième ligne pour s'assurer que les femmes victimes de violence ne soient pas laissées à elles-mêmes et pour qu'elles puissent retrouver leur indépendance en ayant un milieu de vie sécuritaire, une autonomie financière et des services de santé.
- 4) Offrir des formations obligatoires et régulières de développement professionnel dans les systèmes éducatifs, de la santé et des services sociaux, policiers et juridiques en partenariat avec le secteur communautaire. Ces formations serviraient à contrer les stéréotypes et les préjugés et seraient basées sur une approche adaptée « par et pour les femmes et les filles ».
- 5) Développer une stratégie globale en incluant le financement et la formation pour aborder les questions de relations saines et égalitaires, de communication respectueuse, d'estime de soi et l'éducation sexuelle faite auprès des enfants et des jeunes dans les écoles.
- 6) S'assurer que tous les élèves du primaire et du secondaire reçoivent une éducation sexuelle avant la fin de leurs études et qu'elle se poursuive au niveau post-secondaire soit au cégep et à l'université.
- 7) Lancer de nouvelles campagnes de sensibilisation sur les réseaux-sociaux qui visent le grand public, le milieu de travail, les institutions scolaires, les communautés culturelles, les victimes elles-mêmes, de même que les hommes.
- 8) Créer une plateforme en ligne où tous les outils, les meilleures pratiques, les formations et les campagnes seront répertoriés pour encourager la concertation et l'innovation des acteurs de tous les secteurs au Québec. Ce site d'échange de connaissances et des pratiques inclurait des ressources et des exemples d'intervention venant d'ailleurs.
- 9) Créer des espaces de réflexion et de collaboration qui inviteraient les instances à se réunir pour parler des obstacles systémiques et pour travailler davantage ensemble en faisant une place aux experts des milieux communautaires, policiers, juridiques, éducatifs et de la recherche.
- 10) Mettre sur pied une table de concertation qui se pencherait sur la possibilité de créer un tribunal familial qui entendra aussi toutes les questions relatives, dont la jeunesse.
- 11) Travailler de façon collaborative et dans un environnement intersectoriel pour convaincre les gouvernements et les principaux bailleurs de fonds de l'importance des recherches féministes, de les financer et de les considérer dans le développement des politiques et des programmes.
- 12) Utiliser l'ADS (l'analyse différenciée selon les sexes) dans tout le processus de création de politiques et de plans d'action : de la conception à la mise en œuvre en passant bien entendu par l'évaluation

À propos du Réseau des donateurs pour la paix

Le Réseau des donateurs pour la paix (RDP) est un regroupement de fondations philanthropiques, d'acteurs institutionnels et de membres corporatifs qui travaillent de concert afin de développer et de soutenir des initiatives favorisant la paix et l'harmonie sociale.

Le Réseau vise à fournir une plus grande visibilité, une reconnaissance et un appui aux initiatives de paix et aux pratiques éprouvées dans les domaines tels que :



- La prévention de la violence (lutte contre l'intimidation et la violence familiale)
- La diversité (le rapprochement interculturel et interreligieux)

Le RDP s'engage dans différentes initiatives qui font la promotion et qui renforcent la vision globale de la paix. Il s'intéresse davantage aux relations saines et harmonieuses, qui sont des éléments essentiels à l'établissement d'une société pacifique.

Pour plus d'information :

<https://peacegrantmakers.ca/wp/2017/09/19/un-forum-pour-contre-la-violence-faite-aux-femmes/>



Brian Bronfman Family Foundation
Fondation de la famille Brian Bronfman



McConnell



Caisse de dépôt et placement
du Québec



FONDATION
michaëlle jean
FONDATION



FONDATION
CANADIENNE
DES FEMMES



Fondation du
Grand Montréal

Maxwell Cummings
Family Foundation



The Berks Family Foundation
La Fondation de la famille Berks



Fondation
Cole
Foundation

RICHTER

Stellabar Foundation



Centraide



FIERA CAPITAL



Fondation familiale
Trottier
Family Foundation

Contact média :

Audrey Beaumont

418-283-2796

Audrey.Beaumont@edelman.com

Louise Hugot

514-638-8665

Louise.hugot@edelman.com